

message (95.056) du 16 août 1995. L'élaboration d'un projet d'arrêté conformément à la procédure à suivre en matière d'initiatives parlementaires est donc devenue inutile, bien que la conception de l'auteur de l'initiative diverge de celle du Conseil fédéral quant à l'aménagement d'un point du projet. Les exigences de l'auteur de l'initiative peuvent être exprimées par une voie plus directe, à savoir sous la forme d'une proposition de modification, dans le cadre du traitement du projet du Conseil fédéral au sein des Conseils. Il y a, par conséquent, lieu de renoncer à un traitement séparé de l'initiative, que son contenu soit approuvé ou rejeté.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt mit 14 zu 0 Stimmen, der Initiative keine Folge zu geben.

Proposition de la commission

La commission propose, par 14 voix sans opposition, de ne pas donner suite à l'initiative.

Angenommen – Adopté

95.056

Vellerat. Übertritt zum Kanton Jura Vellerat. Transfert au canton du Jura

Botschaft und Beschlussentwurf vom 16. August 1995 (BBI III 1432)
Message et projet d'arrêté du 16 août 1995 (FF III 1368)
Kategorie IV, Art. 68 GRN – Catégorie IV, art. 68 RCN

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

Baumann Stephanie (S, BE), Berichtsteratterin: Die vorbereitende Kommission beantragt Ihnen einstimmig, auf die Vorlage betreffend den Übertritt der Gemeinde Vellerat zum Kanton Jura einzutreten und den Beschlussentwurf anzunehmen.

Seit zwanzig Jahren wird nun über die Kantonszugehörigkeit der Gemeinde Vellerat diskutiert. Diese Gemeinde – sie gehört heute noch zum bernischen Amtsbezirk Moutier – hat sich 1970 für die Schaffung des Kantons Jura und gegen den Verbleib beim Kanton Bern ausgesprochen und seither wiederholt einen Anschluss an den Kanton Jura verlangt. Im Rahmen der Plebiszittrunden zur Schaffung des neuen Kantons Jura konnte die Kantonszugehörigkeit der Gemeinde nicht definitiv geregelt werden, weil Vellerat damals nicht zu den Grenzgemeinden gehörte.

Die vom Bundesrat eingesetzte Konsultativkommission empfahl im März 1993 eine neue Abstimmung für Vellerat und Ederswiler, und bereits im Juni 1993 beschloss die Berner Regierung das entsprechende Verfahren für Vellerat einzuleiten. In der Zwischenzeit haben alle Betroffenen dem Kantonswechsel von Vellerat zugestimmt, sowohl die Stimmberechtigten des Kantons Bern und des Kantons Jura als auch der Gemeinde Vellerat.

Nachdem nun all diese Abstimmungen so problemlos und eindeutig ausgegangen sind, ist die Frage aufgeworfen worden – auch von der Gemeinde Vellerat selber und in der parlamentarischen Initiative Zwahlen –, ob für diesen nunmehr unbestrittenen Kantonswechsel tatsächlich eine Volksabstimmung durchgeführt werden müsse. Es war in diesem Zusammenhang auch schon von demokratischem Leerlauf die Rede. Der Bundesrat hat in der Botschaft ausgeführt, dass

die Verfassung zwar keine Regeln für Gebietsveränderungen enthält, dass aber nach der herrschenden Lehre und Praxis neben der Zustimmung des betroffenen Gebietes und der beteiligten Kantone auch die Zustimmung des Bundesverfassungsgebers nötig sei. Auch die Kantone Bern und Jura haben sich dieser Auffassung angeschlossen.

Die Staatspolitische Kommission hat sich mit dieser Frage auch befasst. Dabei stand nicht so sehr die Grösse der Gemeinde Vellerat im Vordergrund – sie hat 70 Einwohnerinnen und Einwohner –, sondern die Frage, ob es opportun sei, in diesem konkreten Fall plötzlich von der bisher vertretenen Rechtsauffassung abzuweichen und ein einmal festgelegtes Verfahren in der letzten Runde noch zu ändern.

Die Kommission hat entschieden, dass die Spielregeln während des Spiels nicht geändert werden sollten. Es ist aber auch darauf hingewiesen worden, dass für einfache Fälle wie den vorliegenden auch einfachere Verfahren möglich sein sollten und die heutige Lösung im Rahmen der Verfassungsrevision überdacht werden müsste. Im Verfassungsentwurf des Bundesrates ist eine entsprechende Bestimmung als Variante enthalten. Demnach würden Gebietsveränderungen zwischen den Kantonen nur noch die Genehmigung der Bundesversammlung in der Form eines allgemeinverbindlichen Bundesbeschlusses erfordern.

Da wir aber heute aufgrund der geltenden Verfassung zu entscheiden haben und Gebietsveränderungen immer auch mit Emotionen verbunden sind, hat die Kommission einstimmig beschlossen, die Diskussion um Verfahrensabläufe nicht neu aufzurollen, sondern den einmal eingeschlagenen Weg weiterzugehen, d. h., Ihnen den vom Bundesrat vorgelegten Beschlussentwurf zur Annahme zu empfehlen.

Aubry Geneviève (R, BE), rapporteur: C'est une vieille et longue histoire que celle de ce petit village de Vellerat, une histoire qui a fait plus de bruit, depuis vingt ans, qu'elle ne le mérite en réalité. C'est une petite commune de 70 habitants et d'une superficie de 205 hectares, située aux confins du canton du Jura, mais sur territoire bernois.

L'additif constitutionnel bernois, mis sur pied lors de la procédure pour la création du canton du Jura, a vu la commune de Vellerat voter à deux reprises pour son maintien dans le canton du Jura. Dans l'additif constitutionnel bernois, il était stipulé que seules les communes limitrophes d'un district s'étant prononcées pour leur appartenance au canton du Jura pouvaient, lors d'un troisième plébiscite, faire encore un choix. Vellerat n'était pas une commune limitrophe, donc elle n'a pas pu se déterminer par votation et elle a dû, bien malgré elle, rester dans le canton de Berne, ceci malgré la détermination de ses habitants de rejoindre le canton du Jura. Depuis lors, les provocations et les appels en faveur de son rattachement au canton du Jura n'ont pas cessé d'alimenter les médias.

Une autre commune qu'on oublie trop souvent, Ederswiler, avait opté pour son maintien dans le canton de Berne. Mais pour les mêmes raisons que Vellerat, elle fut rattachée au canton du Jura contre son gré. Elle aussi demanda à être rattachée au canton de Berne, la dernière pétition datant du 12 juillet 1993. Il faut savoir qu'entre temps, le Lauffonais a passé à Bâle-Campagne, le 1er janvier 1994. Dès lors, un transfert de la commune d'Ederswiler au canton de Berne la transformerait en enclave. D'autre part, le gouvernement jurassien a considéré la pétition des habitants d'Ederswiler comme sans objet.

Au Grand Conseil bernois, une motion demandant le transfert de ces deux communes selon leurs désirs respectifs a été classée, suite à la demande précise du Conseil-Exécutif du canton de Berne.

Le Conseil fédéral, et je le remercie à titre personnel, s'est entremis à plusieurs reprises entre les deux cantons afin de trouver une solution au changement d'appartenance de ces deux communes au canton de leur choix. C'est une commission consultative, mise sur pied par le Conseil fédéral, qui proposa de nouvelles votations pour les deux communes. Fair-play, le Conseil-Exécutif bernois, sans poser aucune condition d'échange, et ceci est important, engagea la procé-

ture nécessaire au changement de canton de Vellerat. Le Grand Conseil bernois accepta cette procédure, et le corps électoral en fit de même, le 12 mars 1995, à une très large majorité. Puis, le 18 juin 1995, c'est le corps électoral de Vellerat qui, vous le devinez, accepta sans aucune opposition le transfert de la commune. La même année, le 26 avril 1995, ce fut au tour du Parlement jurassien d'accepter la loi concernant l'accueil de Vellerat, puis le 25 juin 1995, par 20 020 oui contre 1758 non, les électeurs du canton du Jura acceptèrent cette loi.

La procédure est aujourd'hui devant notre Conseil et la Commission des institutions politiques vous recommande à l'unanimité de l'accepter.

Je voudrais encore ajouter ceci: sur le plan purement politique, tout d'abord, constatons qu'il y a eu deux poids, deux mesures. La «Grosszügigkeit» du canton de Berne tout entier permet à Vellerat d'être transférée dans le canton du Jura pendant qu'Ederswiler n'est même pas prise en considération par le gouvernement jurassien qui se l'est appropriée sans procédure aucune.

Ensuite, une partie de la population de Moutier revendique le même droit que Vellerat, c'est-à-dire de rejoindre le canton du Jura, alors que les plébiscites ont été déterminants pour cette ville, chef-lieu du district de Moutier. Son appartenance au canton de Berne ne peut et ne doit pas être remise en question, Monsieur le Conseiller fédéral, parce que nous acceptons le transfert de Vellerat. La tactique du salami, jusqu'à présent, a marché. C'est à souhaiter qu'elle s'arrête.

La question juridique est déterminée par l'article 1er de la constitution, qui précise quels sont les Etats membres de la Confédération suisse. Par la même occasion, il garantit l'étendue des territoires cantonaux. Une modification territoriale d'un canton entraîne automatiquement la modification de la souveraineté de celui-ci.

Nous sommes donc sur un terrain glissant.

Aux articles 1er et 5 de la constitution, le territoire et le nombre des cantons sont garantis. C'est donc un verrou qu'a mis le constitutionnaliste: l'amélioration du tracé d'une frontière entre deux cantons, pour autant que l'accord soit bilatéral et ne tombe pas sous le coup de ces articles. Par contre, lors de modifications territoriales, il faut non seulement l'accord du territoire concerné, mais également des deux cantons, comme ce fut d'ailleurs le cas pour le Laufonnais. Le peuple et les cantons, après l'Assemblée fédérale, ont dû se prononcer, comme ils se prononceront sur le transfert de la commune de Vellerat. Cela peut sembler une interminable procédure, mais elle évitera à l'avenir de créer un précédent et surtout d'autres modifications territoriales qui bouleverseraient l'ordre constitutionnel et créeraient le désarroi et une instabilité chez les citoyens. La théorie selon laquelle un transfert de communes dans un autre canton ne peut modifier l'équilibre fédéral est dangereuse après ce que nous avons vécu entre le canton de Berne et celui du Jura. Cela pourrait tenter d'autres régions ou communes.

Le message dit entre autres: «Il devrait en outre être exclu que la modification territoriale puisse créer un précédent.» Les garanties sont celles d'un passage obligé devant le souverain communal, cantonal, fédéral, avec l'approbation de la majorité des cantons. Une procédure simplifiée deviendrait pour certains un instrument entre les mains d'un apprenti sorcier. L'arrêté fédéral permettra, lorsqu'il sera adopté par le peuple et les cantons, le transfert de la commune de Vellerat au canton du Jura le 1er juillet 1996. C'est une épine qui sera enlevée dans le canton de Berne et cela permettra la continuation de bonnes relations entre le canton du Jura et le canton de Berne. Après vingt années, il est temps de normaliser une situation qui doit permettre à l'Assemblée interjurassienne de faire enfin un travail constructif. Nous tous, nous y avons mis de grands espoirs.

Notre commission vous demande d'accepter l'arrêté fédéral sur le transfert de la commune bernoise de Vellerat au canton du Jura.

Pour ne pas revenir à la tribune une deuxième fois, au nom de la commission, à l'unanimité, je vous demande de ne pas donner suite à l'initiative parlementaire Zwahlen du 24 mars

1995, qui demandait qu'aucun référendum obligatoire du peuple et des cantons ne soit prévu. J'en ai fait le développement tout à l'heure.

Koller Arnold, Bundesrat: Unsere Bundesverfassung kennt bekanntlich keine Vorschrift, welche das Verfahren für Gebietsänderungen ausdrücklich regeln würde. Die eidgenössischen Räte hatten sich indes wiederholt mit Gebietsänderungsfragen zu befassen – so im Rahmen der Bestrebungen für eine Wiedervereinigung der beiden Basel, anlässlich der Gründung des neuen Kantons Jura und, das jüngste Beispiel, im Vorfeld des Kantonswechsels des Laufentals. Dabei wurde stets als selbstverständlich vorausgesetzt, dass die betroffenen Kantone und das betroffene Gebiet mit der Gebietsänderung einverstanden sein müssen.

Umgekehrt stand aber immer auch fest, dass die Betroffenen nicht etwa allein, autonom, über eine Verschiebung kantonaler Grenzen entscheiden können, sondern dass es für Veränderungen sowohl im Bestand der Kantone als auch für Gebietsveränderungen zwischen den Kantonen das Einverständnis seitens des Bundes braucht. Denn die Bundesverfassung garantiert mit dem Bestand der Kantone auch den Umfang der Kantonsgebiete. Eine Änderung der Kantons Grenzen bedarf deshalb der Zustimmung des Bundesverfassungsgebers, d. h. der Zustimmung von Volk und Ständen. Anders verhält es sich nach bewährter Lehre und Praxis nur bei einer blossen Grenzbereinigung, die lediglich eine Verbesserung des Grenzverlaufs bezweckt. Bei der damit verbundenen Gebietsübertragung handelt es sich dann nämlich lediglich um eine Nebenwirkung ohne politische Bedeutung. Diese Rechtsauffassung entspricht der herrschenden Lehre und ist wiederholt sowohl vom Bundesrat als auch von der Bundesversammlung vertreten worden. Entsprechend hat sie auch in den Entwurf einer nachgeführten Bundesverfassung, den wir am vergangenen 26. Juni veröffentlicht haben, Eingang gefunden. In Artikel 39 dieses Entwurfes wird dieses bisher teilweise ungeschriebene Verfassungsrecht ausdrücklich wie folgt wiedergegeben: «Änderungen im Bestand und im Gebiet der Kantone bedürfen der Zustimmung der betroffenen Bevölkerung und der betroffenen Kantone sowie der Zustimmung des Volkes und der Stände.»

Heute geht es nun um Vellerat, eine anerkanntermassen sehr kleine Gemeinde mit nur 70 Einwohnern und einer Fläche von 205 Hektaren. Sie gehört zum bernischen Bezirk Moutier, liegt an der Grenze zum Kanton Jura und ist bekanntlich auf der Strasse nur über jurassisches Kantonsgebiet erreichbar.

Vellerat ist die einzige Gemeinde, die bei der Gründung des Kantons Jura gegen den Willen einer klaren Mehrheit beim Kanton Bern bleiben musste. Seither kämpft Vellerat vehement und unermüdlich für einen Anschluss an den Kanton Jura. Der Kantonswechsel von Vellerat scheint heute völlig unumstritten zu sein. Die Stimmberechtigten Vellerats haben dem Kantonswechsel fast ohne Gegenstimmen zugestimmt. Auch die Stimmberechtigten der Kantone Bern und Jura haben der Gebietsänderung je mit einer ganz grossen Mehrheit zugestimmt. Dennoch wäre es sicher nicht zutreffend, den Anschluss der Gemeinde Vellerat an den Kanton Jura als eine rein technische Frage der Grenzbereinigung ohne politische Bedeutung zu qualifizieren.

Die Abtretung einer ganzen Gemeinde an einen Nachbarkanton kann wohl in keinem Fall als unpolitischer Vorgang einer reinen Grenzbereinigung angesehen werden, sondern bleibt in unserem auf Stabilität angelegten Bundesstaat immer ein politisches Ereignis. Wir wissen es: Gebietsveränderungen lösen in unserem Bundesstaat regelmässig auch starke Emotionen aus. Das war auch bei Vellerat der Fall. Die Frage der Kantonszugehörigkeit von Vellerat hat in den vergangenen Jahren denn auch die Beziehungen zwischen den Kantonen Bern und Jura erheblich mitbelastet. Wiederholt hatten sich auch der Bundesrat und die Bundesversammlung mit dem Vellerat-Problem zu befassen. Das langjährige harte Ringen um eine Lösung für die Anliegen von Vellerat widerspiegelt ganz klar diesen politischen Charakter, auch wenn die Frage heute nicht mehr umstritten ist.

Der Bundesrat begrüsst es daher, dass für die Anliegen von Vellerat nun eine befriedigende, einverständliche Lösung gefunden werden konnte. Er begrüsst insbesondere den Entscheid der Regierung des Kantons Bern vom Juni 1993, unverzüglich und ohne jede Vorbedingung das Verfahren einzuleiten, um Vellerat den Kantonswechsel zu ermöglichen. Damit konnte das Vellerat-Problem endlich schrittweise einer Lösung zugeführt werden.

Als letzter Schritt steht nun noch das eidgenössische Zustimmungsverfahren bevor. Der Kantonswechsel von Vellerat muss von der Bundesversammlung und von Volk und Ständen genehmigt werden.

Ich habe an sich Verständnis dafür, dass dieses Prozedere beim jetzigen Stand der Dinge, wo die Frage nicht mehr kontrovers beurteilt wird, als schwerfällig und aufwendig empfunden wird. Auch der Bundesrat strebt daher gerade aufgrund dieser Erfahrung eine gewisse Vereinfachung des eidgenössischen Zustimmungsverfahrens bei Gebietsveränderungen an.

Deshalb haben wir mit der Verfassungsreform eine Variante zur heutigen, ungeschriebenen Verfassungspraxis zur Diskussion gestellt. Danach soll künftig zwischen Änderungen im Bestand der Kantone einerseits und Gebietsveränderungen zwischen den Kantonen andererseits unterschieden werden, wobei dann Gebietsveränderungen zwischen den Kantonen im Unterschied zu Änderungen im Bestand der Kantone künftig nur mehr dem fakultativen Referendum unterstehen sollen. Eine solche Änderung der Verfassungspraxis kann aus Gründen der Rechtssicherheit jedoch nicht ad hoc beschlossen werden, sondern sie ist eine Aufgabe, die der Verfassungsgeber im Rahmen einer Verfassungsrevision zu lösen hat.

Im Gesamtkontext des Jurakonflikts ist heute glücklicherweise nicht nur für das Vellerat-Problem eine befriedigende Lösung in Sicht, vielmehr hat – die Berichtsterstellerinnen haben darauf hingewiesen – auch die Vereinbarung vom März 1994 zwischen dem Bundesrat und den Regierungen der Kantone Bern und Jura über die Institutionalisierung des interjurassischen Dialogs und die Schaffung der Assemblée interjurassienne erheblich zu einer Entspannung des Jurakonflikts beigetragen.

Namentlich hat sich erfreulicherweise auch die Gemeinde Moutier in diesen interjurassischen Dialog einbinden lassen und hat sich als Sitz der Assemblée interjurassienne zur Verfügung gestellt. Mittlerweile macht sich allerdings in Moutier bereits wieder eine gewisse Ungeduld bemerkbar. Man möchte, dass sich die Assemblée interjurassienne nun möglichst rasch auch mit den politischen und institutionellen Fragen befasst.

Selbst wenn sich also die Beziehungen zwischen den beiden Kantonen in eine sehr erfreuliche Richtung entwickelt haben, sind damit sicher nicht alle Probleme des Juras gelöst.

Auch vor diesem Hintergrund wäre es mehr als problematisch, wenn man nun heute – in Abweichung einer jahrzehntelangen Verfassungspraxis – für Vellerat eine Ad-hoc-Lösung vorsehen würde. Ein solcher Entscheid könnte nämlich sehr leicht als falsches Signal verstanden werden. Und wie uns die Erfahrung zeigt, sind eben Gebietsfragen eminent staatspolitische Fragen. Es ist deshalb wichtig, dass klare Spielregeln bestehen und diese nicht mitten in einem Verfahren geändert werden. Wir müssen hierfür, unabhängig von einem konkreten Fall einer Gebietsveränderung, künftig eine allgemeingültige neue Regel schaffen. Der geeignete Rahmen wird die Revision der Bundesverfassung sein.

Was nun die Kosten anbelangt, ein Problem, das, ebenfalls verständlich, einige Bürgerinnen und Bürger beschäftigt: Es ist selbstverständlich, dass wir diese notwendige Verfassungsbestimmung betreffend den Kantonswechsel von Vellerat nicht allein an einem Sonntag zur Abstimmung bringen werden, sondern wir werden diese Vorlage mit anderen Vorlagen kombinieren. Voraussichtlich wird das im März des nächsten Jahres der Fall sein, allerspätstens im Juni, so dass diese heute unbestrittene Gebietsveränderung dann auf jeden Fall auf den 1. Juli 1996 in Kraft treten kann, so, wie das die beteiligten Kantone Bern und Jura ebenfalls wünschen.

Ich möchte Sie daher bitten, auf die unterbreitete Verfassungsvorlage einzutreten und ihr zuzustimmen.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition

Bundesbeschluss über den Übertritt der bernischen Gemeinde Vellerat zum Kanton Jura

Arrêté fédéral sur le transfert de la commune bernoise de Vellerat au canton du Jura

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Namentliche Gesamtabstimmung

Vote sur l'ensemble, par appel nominal

(Ref.: 1843)

Für Annahme des Entwurfes stimmen – Acceptent le projet:
Allenspach, Aubry, Bär, Baumann Ruedi, Baumann Stephanie, Baumberger, Berger, Bignasca, Binder, Blocher, Bonny, Borel François, Borer Roland, Brügger Cyrill, Bugnon, Bühlmann, Bundi, Bürgi, Cornaz, Deiss, Dettling, Diener, Dreher, Dünki, Eberhard, Eggenberger, Epiney, Fankhauser, Fasel Hugo, Fehr, von Felten, Fischer-Seengen, Fischer-Sursee, Frey Walter, Gadiant, Giezendanner, Giger, Goll, Gonseth, Graber, Grendelmeier, Gross Andreas, Grossenbacher, Hafner Ursula, Hämmerle, Hari, Heberlein, Hegetschweiler, Herczog, Hollenstein, Hubacher, Iten Joseph, Jenni Peter, Jöri, Keller Anton, Kern, Kühne, Langenberger, Ledergerber, Leemann, Lepori Bonetti, Leu Josef, Leuba, Leuenberger Ernst, Loeb François, Maeder, Maitre, Maspoli, Matthey, Maurer, Meier Hans, Meier Samuel, Meyer Theo, Miesch, Misteli, Moser, Mühlemann, Nabholz, Neuenschwander, Ostermann, Perey, Pidoux, Poncet, Rechsteiner, Reimann Maximilian, Rohr, Ruckstuhl, Ruffy, Sandoz, Savary, Scherrer Jürg, Scherrer Werner, Scheurer Rémy, Schmid Peter, Schmidhalter, Schnider, Schweingruber, Seiler Rolf, Singelsen, Spielmann, Steiger Hans, Steinemann, Steiner Rudolf, Strahm Rudolf, Stucky, Suter, Theubet, Vetterli, Weder Hansjürg, Weyeneth, Wittenwiler, Wyss William, Zbinden, Ziegler Jean, Zisyadis, Zwygart (116)

Dagegen stimmen – Rejetent le projet:

Keller Rudolf, Stalder, Steffen (3)

Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:

Ruf (1)

Stimmen nicht – Ne votent pas:

Aguet, Aregger, Bäumlín, Béguelin, Bezzola, Bircher Peter, Bischof, Bodenmann, Bortoluzzi, Brunner Christiane, Bühner Gerold, Caccia, Camponovo, Carobbio, Caspar-Hutter, Cavadini Adriano, Cincera, Columberg, Comby, Couchepin, Danuser, Darbellay, de Dardel, David, Dormann, Ducret, Duvoisin, Eggly, Engler, Eymann Christoph, Fischer-Hägglingen, Frainier, Friderici Charles, Fritschi Oscar, Früh, Gobet, Gros Jean-Michel, Gysin, Haering Binder, Hess Otto, Hess Peter, Hildbrand, Jäggi Paul, Jeanprêtre, Leuenberger Moritz, Mamie, Marti Werner, Mauch Ursula, Müller, Narbel, Nebiker, Oehler, Philipona, Pini, Raggenbass, Robert, Rohrbasser, Rutishauser, Rychen, Schenk, Schmid Samuel, Schmied Walter, Segmüller, Seiler Hanspeter, Sieber, Spoerry, Stamm Judith, Stamm Luzi, Steinegger, Thür, Tschäppät Alexander,

Tschopp, Tschuppert Karl, vakant I, Vollmer, Wanner, Wick,
Wiederkehr, Züger (79)

Präsident, stimmt nicht – Président, ne vote pas:
Frey Claude (1)

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse
gemäss Brief an die eidgenössischen Räte

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires
selon lettre aux Chambres fédérales

Angenommen – Adopté

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

95.3352

Motion des Ständerates (Urek-SR 94.054) Bewilligungsverfahren für bodenbezogene Projekte. Koordination

Motion du Conseil des Etats (Ceate-CE 94.054) Procédures d'autorisation de construire. Coordination

Wortlaut der Motion vom 18. September 1995

Der Bundesrat wird beauftragt, den eidgenössischen Räten bis spätestens 1996 eine Vorlage über die Koordination jener Bewilligungsverfahren für bodenbezogene Projekte vorzulegen, die in die Zuständigkeit der Behörden des Bundes fallen sollen (Koordinationsgesetz).

Texte de la motion du 18 septembre 1995

Le Conseil fédéral a pour mandat de soumettre aux Chambres fédérales jusqu'en 1996 au plus tard un projet relatif à la coordination des procédures d'autorisation de construire qui doivent relever de la compétence des autorités de la Confédération (loi sur la coordination).

Baumberger Peter (C, ZH) unterbreitet im Namen der Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie (Urek) den folgenden schriftlichen Bericht:

Der Ständerat hat am 18. September 1995 im Zusammenhang mit der Revision des Bundesgesetzes über die Raumplanung (94.054) eine Motion überwiesen.

Am 24. Januar 1995 hatte der Ständerat als Erstrat im Rahmen der Revision des Bundesgesetzes über die Raumplanung die Anträge des Bundesrates auf Vereinfachung, Beschleunigung und bessere Koordination der Bewilligungsverfahren für Bauten und Anlagen gestrichen und den Bundesrat mit einer Motion (94.3481) beauftragt, zuerst die Koordination auf Bundesebene zu regeln (Koordinationsgesetz) und dann, falls noch nötig, den eidgenössischen Räten eine Teilrevision des Bundesgesetzes über die Raumplanung, in Übereinstimmung mit dem Koordinationsgesetz, zu unterbreiten.

Bei der Differenzbereinigung hat der Ständerat dem Nationalrat (= Bundesrat) zugestimmt, aber den ersten Teil der «alten» Motion erneut überwiesen, nachdem sich auch der

Bundesrat bereit erklärt hatte, die neue Motion entgegenzunehmen. Für den Ständerat bleiben die Vereinfachung, Beschleunigung und bessere Koordination der Bewilligungsverfahren für bodenbezogene Projekte auf Bundesebene eine Priorität.

Erwägungen der Kommission

Nachdem der Ständerat dem Nationalrat bei der Revision des Bundesgesetzes über die Raumplanung zugestimmt und damit alle Differenzen ausgeräumt hat, kann die Revision noch in dieser Legislatur von den eidgenössischen Räten verabschiedet werden. Obwohl die Motion formell nicht zu den Beschlüssen des Differenzverfahrens gehört, sollte sie noch in dieser Session durch den Nationalrat überwiesen werden, und zwar aus folgenden Gründen:

1. Der Bundesrat hat inzwischen aufgrund des VKB-Berichtes das weitere Vorgehen beschlossen und das Eidgenössische Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement beauftragt, bis Mitte 1996 ein entsprechendes Revisionspaket betreffend Vereinfachung, Beschleunigung und bessere Koordination der Bewilligungsverfahren in die Vernehmlassung zu geben.
2. Der Bundesrat hat sich deshalb bereit erklärt, die befristete Motion des Ständerates entgegenzunehmen, obwohl er sie in der vorgegebenen Zeit nicht realisieren kann.
3. Das Anliegen der Motion (Verfahren auf Bundesebene) ist auch für die Urek-NR von grosser Bedeutung. Der Bundesrat steht vor einer schwierigen Aufgabe. Es ist deshalb wichtig, dass auch der Nationalrat diese Motion noch vor der Schlussabstimmung über die Revision des Bundesgesetzes über die Raumplanung dem Bundesrat überweist.

Baumberger Peter (C, ZH) présente au nom de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (Ceate) le rapport écrit suivant:

En date du 18 septembre 1995, le Conseil des Etats a, dans le cadre de la révision de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (94.054), transmis une motion au Conseil fédéral.

Le 24 janvier 1995, le Conseil des Etats, conseil prioritaire pour la révision de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, avait biffé les propositions du Conseil fédéral concernant la simplification, l'accélération et la meilleure coordination des procédures d'autorisation pour les bâtiments et les installations. En lieu et place, il avait chargé le Conseil fédéral par voie de motion (94.3481) de régler d'abord la coordination des procédures d'autorisation à l'échelon fédéral (au moyen d'une loi sur la coordination), et de soumettre ensuite aux Chambres, le cas échéant, un projet de révision partielle de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire tenant compte de ladite loi sur la coordination.

Dans le cadre de l'élimination des divergences, le Conseil des Etats s'est certes rallié au Conseil national (qui avait lui-même approuvé le texte du Conseil fédéral), mais il n'en a pas moins transmis à nouveau au Conseil fédéral la première partie de la motion du 24 janvier 1995 après que celui-ci s'est déclaré prêt à accepter la nouvelle motion. Pour le Conseil des Etats, la simplification, l'accélération et la coordination des procédures d'autorisation de construire au niveau fédéral continuent donc de constituer un objectif prioritaire.

Considérations de la commission

Le Conseil des Etats s'étant finalement rallié au Conseil national en ce qui concerne la révision de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, mettant ainsi un terme aux divergences qui subsistaient, ladite révision pourra encore être votée par les Chambres avant la fin de la présente législature. Même si la motion ne figure pas formellement parmi les décisions prises par les Conseils dans le cadre de la procédure d'élimination des divergences, le Conseil national n'en devrait pas moins la transmettre au Conseil fédéral encore au cours de la présente session, pour les raisons suivantes:

1. le Conseil fédéral a, sur la base du rapport du Service de contrôle administratif (CCF), décidé de charger le Départe-

Vellerat. Übertritt zum Kanton Jura

Vellerat. Transfert au canton du Jura

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1995
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	12
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	95.056
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.10.1995 - 08:00
Date	
Data	
Seite	2133-2136
Page	
Pagina	
Ref. No	20 026 154

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.